

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



# REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

**Lundi 23 Février 2025**



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : [www.economie.gouv.sn](http://www.economie.gouv.sn) – Contact: [contact.mepc@economie.gouv.sn](mailto:contact.mepc@economie.gouv.sn)



# PRESSE EN LIGNE

## **FINANCIAL AFRIK. Sénégal 2026, reprofiler plutôt que restructurer : la troisième voie**

Le 13 mars 2026, le Sénégal devra honorer 333,3 millions d'euros — soit 219 milliards de FCFA — au titre des eurobonds émis en mars 2018. Principal et intérêts confondus, le montant total dû aux détenteurs d'obligations s'élève à 485 millions de dollars, confirmé par Reuters et Bloomberg le 17 février. Le Trésor a mobilisé 510 milliards de FCFA sur le marché régional UEMOA depuis le début de l'année. Le paiement sera honoré. Mais payer mars ne résout pas 2026. Le besoin de financement total de l'État pour l'exercice s'élève à 6 075,2 milliards de FCFA, dont 4 307,4 milliards pour le seul amortissement de la dette et 1 245,1 milliards pour la couverture du déficit. Sur la période 2026-2028, le Sénégal doit rembourser environ 1,1 milliard de dollars d'eurobonds, dont un tiers dès cette année, dans un contexte où ses titres se négocient entre 50 et 70 centimes pour un euro de nominal — niveau typique des dettes en détresse — et où les taux sur ces instruments sont passés de 4% à plus de 12% en quelques années.

<https://www.financialafrik.com/2026/02/22/senegal-2026-reprofilier-plutot-que-restructurer-la-troisieme-voie/>

## **SUD QUOTIDIEN. Dette publique sénégalaise : le talon d'Achille du tandem Diomaye-Sonko**

La dette publique sénégalaise n'est pas une fatalité. Elle constitue, en revanche, un défi de gestion que les autorités ne peuvent plus se permettre de sous-estimer. C'est, en substance, le message qu'est venu délivrer le Dr Aliou Diouf, directeur de la dette publique, devant les membres de la Jeunesse Professionnelle du Sénégal (JPS), réunis pour la session inaugurale de leur programme de formation aux politiques publiques; une initiative placée sous le parrainage du ministre des Finances et du Budget, Cheikh Diba et qui s'est tenue hier, dimanche 22 février 2026. Face à une trajectoire d'endettement qui suscite des inquiétudes croissantes, le directeur de la dette publique a choisi la pédagogie plutôt que la polémique.

<https://www.sudquotidien.sn/dette-publique-senegalaise-le-talon-dachille-du-tandem-diomaye-sonko/>

## **SUD QUOTIDIEN. Finances publiques : le Sénégal verrouille des financements extérieurs massifs pour 2026**

Alors que certains marchés financiers internationaux traversent une période d'incertitude, l'État du Sénégal renforce sa position financière en sécurisant d'importants financements extérieurs pour 2026. C'est ce que révèle le site Confidentiel Afrique ([confidentielafrique.com](http://confidentielafrique.com)), qui affirme s'appuyer sur des documents de première main. Un accord stratégique avec l'ITFC Selon la même source, un accord a été signé le 11 février 2026 avec l'International Islamic Trade Finance Corporation (ITFC), filiale du Groupe de la Banque islamique de développement. Ce financement s'inscrit dans le cadre du « Plan de financement annuel 2026 » et porte sur un montant



de 630 millions d'euros (environ 413 milliards de FCFA), destinés à soutenir les importations et exportations de produits stratégiques tels que les carburants et l'arachide.

<https://www.sudquotidien.sn/finances-publiques-le-senegal-verrouille-des-financements-exterieurs-massifs-pour-2026/>

### **SENEWEB. Marché des titres : L'Etat du Sénégal lève encore plus de 87 milliards de FCFA**

L'Etat du Sénégal vient de boucler une nouvelle opération sur le marché régional des titres publics. Il a levé 87,9 milliards de FCFA dans ladite opération qui visait 80 milliards de FCFA. Les investisseurs avaient soumissionné à hauteur de 170,2 milliards de FCFA, soit un taux de couverture de 212,8%. Mais, l'Etat du Sénégal a rejeté 82,2 milliards de FCFA, pour se limiter à un taux d'absorption de 51,6%. En effet, 39,7 milliards de FCFA ont été amassés sur le Bon assimilable du trésor (BAT) de 364 jours pour lequel 109,4 milliards de FCFA étaient proposés par les investisseurs. Puis, 21,1 milliards de FCFA ont été retenus sur l'Obligation assimilable du trésor (OAT) de 3 ans. Ici, les investisseurs avaient soumissionné à hauteur de 30,9 milliards de FCFA. L'Etat du Sénégal a aussi levé 2,3 milliards de francs CFA sur l'OAT de 5 ans, 1 milliard sur l'OAT de 7 ans et 23,6 milliards sur l'OAT de 10 ans.

[https://www.seneweb.com/fr/news/5/marche-des-titres-letat-du-senegal-leve-encore-plus-de-87-milliards-de-fcfa\\_n\\_484229.html](https://www.seneweb.com/fr/news/5/marche-des-titres-letat-du-senegal-leve-encore-plus-de-87-milliards-de-fcfa_n_484229.html)

### **SENEWEB. Classé en catégorie de risque 7 par l'OCDE : Le cri d'alarme du Pr Amath Ndiaye sur la « fragilisation de la crédibilité » du Sénégal**

Le Sénégal vient d'être classé en catégorie de risque 7 par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), soit le niveau le plus élevé pour les crédits export. Pour le Pr Amath Ndiaye, de la FASEG-UCAD, cette décision est un signal d'alarme : « les partenaires financiers internationaux considèrent désormais que le risque souverain du pays a nettement augmenté ». Un accès au financement compromis. Le professeur explique que ce classement impacte directement les crédits export, essentiels pour les infrastructures et l'énergie. Ces financements garantis permettent normalement d'obtenir des taux bas. Or, selon lui, « le classement en catégorie 7 signifie donc que l'État sénégalais et ses entités publiques peuvent rencontrer davantage de difficultés pour accéder à ces financements sécurisés ».

[https://www.seneweb.com/fr/news/5/classe-en-categorie-de-risque-7-par-locde-le-cri-dalarme-du-pr-amath-ndiaye-sur-la-fragilisation-de-la-credibilite-du-senegal\\_n\\_484130.html](https://www.seneweb.com/fr/news/5/classe-en-categorie-de-risque-7-par-locde-le-cri-dalarme-du-pr-amath-ndiaye-sur-la-fragilisation-de-la-credibilite-du-senegal_n_484130.html)

### **Evaluation risque pays : l'assureur français Coface dégrade la note du Sénégal de "Assez élevé" à "Élevé"**

Coface, l'assureur-crédit français, vient de rétrograder la note de risque du Sénégal de B à C, pointant du doigt une dette devenue « insoutenable » et une gestion budgétaire qui inquiète les bailleurs. Dans son dernier baromètre des risques pays publié en février 2026, le groupe Coface a acté le déclassement du Sénégal. Le pays quitte la catégorie des risques « assez élevés » (B) pour basculer dans celle des risques « élevés » (C). Une décision qui sonne comme un avertissement sérieux pour l'État, mais aussi pour le secteur privé national. L'argumentaire des économistes de la Coface est sans



concession. Si la croissance est restée robuste ces deux dernières années grâce à la montée en puissance du secteur des hydrocarbures, elle cache une autre réalité. Selon le rapport, le Sénégal traîne un héritage lourd depuis 2019, marqué par des investissements massifs financés en dehors d'une grande transparence.

[https://www.pressafrik.com/Evaluation-risque-pays-l-assureur-francais-Coface-degrade-la-note-du-Senegal-de-Assez-eleve-a-Eleve\\_a301607.html](https://www.pressafrik.com/Evaluation-risque-pays-l-assureur-francais-Coface-degrade-la-note-du-Senegal-de-Assez-eleve-a-Eleve_a301607.html)

### **SENEWEB. L'informel hors des radars budgétaires ? Une lecture incomplète des finances publiques**

Dans les rues de Dakar, de Thiès ou de Kaolack, des milliers de commerçants, d'artisans et de transporteurs s'acquittent chaque jour de redevances, tickets et licences. Pourtant, l'idée persiste que l'économie informelle échappe largement à l'impôt. Cette perception, solidement ancrée dans le débat public, ne résiste pas à l'examen des faits. Les acteurs non enregistrés dans le système fiscal national contribuent déjà de manière significative, mais sous des formes diffuses, fragmentées et rarement visibles dans les statistiques budgétaires. Il convient toutefois d'opérer une distinction essentielle. Les contributions versées par ces acteurs relèvent majoritairement de prélèvements locaux, perçus par les municipalités, les communes, les comités de gestion de marchés ou certaines structures intermédiaires. Elles ne prennent pas la forme des grands impôts d'État tels que l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés ou les droits de douane, qui alimentent directement le budget national. C'est précisément cette différence qui entretient la confusion entre absence d'imposition nationale et absence totale de contribution.

[https://www.seneweb.com/fr/news/5/linformel-hors-des-radars-budgetaires-une-lecture-incomplete-des-finances-publiques\\_n\\_484368.html](https://www.seneweb.com/fr/news/5/linformel-hors-des-radars-budgetaires-une-lecture-incomplete-des-finances-publiques_n_484368.html)

### **LE SOLEIL. « Le Bmn doit composer avec des contraintes de taille »**

Avec près de 1000 entreprises accompagnées, pour 144,5 milliards de Fcfa d'investissements approuvés, le Bureau de mise à niveau apparaît comme un levier essentiel dans la compétitivité des entreprises sénégalaises. Dans cet entretien, sa directrice générale, Fatou Dyana Ba, fixe le cap, mais surtout les défis à relever pour plus de performance. Pouvez-vous revenir sur les grandes innovations du Bureau de mise à niveau ? Parmi les initiatives structurantes récentes figure le lancement du Centre de Production Propre (Cpps), outil clé pour la transition écologique et industrielle, ainsi que le renforcement des partenariats avec le secteur bancaire, facilitant l'accès aux financements et sécurisant les parcours de mise à niveau. Cette trajectoire positionne le Bureau de mise à niveau comme un levier incontournable de la transformation économique nationale, avec une couverture étendue aux 14 régions du Sénégal. La concentration des projets à Dakar, qui totalise 35% des entreprises accompagnées et plus de 100 milliards de Fcfa d'investissements, reflète fidèlement la structure économique du pays tout en illustrant la montée en gamme progressive de l'action du Bmn sur l'ensemble du territoire.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/le-bmn-doit-composer-avec-des-contraintes-de-taille/>

### **SENEWEB. Dakar-Paris : Macron dépêche un émissaire pour réclamer 20 milliards F CFA d'impayés**



Selon les informations du Le Quotidien, le gouvernement sénégalais aborde le mois de mars 2026 dans une posture financière particulièrement délicate. En un seul mois, le pays doit rembourser 747 milliards de francs CFA, dont 221 milliards dédiés exclusivement aux Eurobonds, chiffre le journal. La même source insiste sur le fait que tout retard sur cette échéance pourrait être critique, entraînant un défaut de paiement, une dégradation de la notation souveraine auprès d'agences telles que Moody's ou S&P, et compromettant l'accès du Sénégal aux marchés financiers internationaux. Pour ne rien arranger, note le quotidien du groupe Avenir communication, l'équation budgétaire est complexe. Avec des recettes fiscales mensuelles plafonnées à environ 360 milliards, l'État ne peut honorer l'ensemble de ses créances simultanément. Pour sécuriser le paiement prioritaire des Eurobonds, le Sénégal a opté pour une hiérarchisation des paiements, gelant temporairement certaines dettes bilatérales. Cette stratégie crée des frictions diplomatiques, notamment avec la France. L'Agence française de développement (AFD) réclame 20 milliards impayés depuis deux mois.

[https://www.seneweb.com/fr/news/5/dakar-paris-macron-depeche-un-emissaire-pour-reclamer-20-milliards-f-cfa-dimpayees\\_n\\_484220.html](https://www.seneweb.com/fr/news/5/dakar-paris-macron-depeche-un-emissaire-pour-reclamer-20-milliards-f-cfa-dimpayees_n_484220.html)

### **LE SOLEIL. Nette amélioration de la balance commerciale**

Les principaux fournisseurs du Sénégal, au mois de décembre 2025, sont la République populaire de Chine (21,4 %), la France (10,6 %), la Russie (7,5 %), l'Inde (5,1 %) et les Pays-Bas (4,4 %). Avec ses indicateurs, le solde de la balance commerciale s'établit à +280,5 milliards de FCfa au mois de décembre 2025 contre -389,7 milliards de FCfa au mois précédent. Cette amélioration du solde résulte de la résorption du déficit vis-à-vis de la Belgique (+122,3 milliards de FCfa contre -11,9 milliards de FCfa au mois précédent) et de l'Espagne (+47,9 milliards de FCfa contre -55,5 milliards de FCfa), ainsi que du renforcement de l'excédent vis-à-vis de la Suisse (+153,2 milliards de FCfa contre +50,4 milliards de FCfa), du Mali (+79,1 milliards de FCfa contre +41,5 milliards de FCfa) et du Royaume-Uni (+55,6 milliards de FCfa contre +0,8 milliard de FCfa).

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/nette-amelioration-de-la-balance-commerciale/>

### **LE SOLEIL. Exportations, importations, balance commerciale : Une dynamique de performances pour le Sénégal**

Ces derniers mois, le Sénégal a enregistré de belles performances sur le plan commercial, avec une augmentation significative des exportations. Pour le mois de décembre, elles ont évolué de 155 %, favorisant une amélioration de la balance commerciale. Au mois de décembre 2025, les exportations du Sénégal se sont établies à 825,3 milliards de FCfa contre 323,6 milliards de FCfa. Il s'agit, selon le rapport de l'Agence nationale des statistiques et de la démographie (Ansd), d'une progression de 155,0 %. Ces performances s'expliquent par la hausse des ventes à l'extérieur d'or non monétaire (206,8 milliards de FCfa contre 95,9 milliards de FCfa le mois précédent), d'huiles brutes de pétrole (106,3 milliards de FCfa contre 45,5 milliards de FCfa) et de produits pétroliers raffinés (90,4 milliards de FCfa contre 49,7 milliards de FCfa). Cependant, la baisse des exportations de phosphates (2,2 milliards de FCfa contre 4,9 milliards de FCfa le mois précédent) et des produits de crustacés mollusques et coquillages (6,4 milliards de FCfa contre 8,4 milliards de FCfa) a atténué l'ampleur de cette progression.



<https://lesoleil.sn/actualites/economie/exportations-importations-balance-commerciale-une-dynamique-de-performances-pour-le-senegal/>

### **AGENCE ECOFIN. Le Sénégal a effectué 24 milliards USD d'échanges commerciaux en 2025**

En 2025, les exportations du Sénégal se sont établies à environ 10,67 milliards USD, tandis que les importations ont atteint environ 13,09 milliards USD. Les échanges commerciaux du Sénégal ont atteint 13 214,3 milliards FCFA (environ 23,76 millions USD) en 2025, en hausse de 19,36 % par rapport aux 11 070,5 milliards FCFA enregistrés en 2024. C'est ce qu'indique le dernier Bulletin mensuel des statistiques du commerce extérieur de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD), publié le jeudi 18 février 2026. Les importations se sont établies à 7 279,1 milliards FCFA l'année écoulée, contre 7 161,4 milliards FCFA en 2024, en hausse de 1,6 %. Le pays a importé pour 544,8 milliards FCFA pour le mois de décembre, en recul de 24,6 % en glissement annuel, et de 23,6 % par rapport à novembre 2025 (713,3 milliards FCFA), en raison de la baisse des achats de produits comme du matériel de transport, les produits pharmaceutiques et le sucre. Les principaux fournisseurs en décembre ont été la Chine, la France, la Russie, l'Inde et les Pays-Bas.

<https://www.agenceecofin.com/actualites/2202-136042-le-senegal-a-effectue-24-milliards-usd-d-echanges-commerciaux-en-2025>

### **LE SOLEIL. Marché carbone : Un instrument de souveraineté**

Au-delà d'un simple mécanisme financier, le marché carbone est perçu comme un levier de souveraineté. À travers un cadre juridique et institutionnel en construction, l'État entend garder la maîtrise des crédits générés sur son territoire et des flux financiers qui en découlent. Dans un contexte mondial où la finance climatique redessine les rapports de force, le Sénégal veut transformer le marché carbone en outil d'affirmation stratégique. L'enjeu est devenu environnemental, politique, économique et souverain. « Le marché carbone actuel est différent des mécanismes que nous avons connus sous le Protocole de Kyoto », rappelle Madeleine Diouf Sarr, directrice du changement climatique, de la transition écologique et des financements verts. Désormais, chaque crédit carbone généré peut avoir un impact direct sur les engagements climatiques du pays et sur sa capacité à mobiliser des financements.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/marche-carbone-un-instrument-de-souverainete/>

### **LE SOLEIL. Dette des anciens cheminots : le gouvernement annonce le paiement des 3 milliards FCFA cette année**

Le gouvernement sénégalais a annoncé le règlement, au cours de l'année 2026, d'une dette de 3 milliards de francs CFA au profit des anciens cheminots, a déclaré le ministre des Transports terrestres et aériens, Yankhoba Diémé. Le montant correspond aux arriérés de cotisations sociales dus à l'Institut de prévoyance retraite du Sénégal (IPRES), après révision des pénalités qui avaient porté la dette initiale à près de 5 milliards FCFA. « Les crédits sont disponibles et les procédures administratives sont en cours pour assurer le paiement effectif de ces fonds », a indiqué le ministre dans l'émission « En vérité », sur RSI. Il a précisé que l'Agent judiciaire de l'État a été mandaté pour finaliser les démarches avec l'IPRES. Ce règlement intervient après plusieurs années de revendications de la part des anciens travailleurs du rail et



reconnait leur contribution historique au développement du secteur ferroviaire sénégalais.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/dette-des-anciens-cheminots-le-gouvernement-annonce-le-paiement-des-3-milliards-fcfa-cette-annee/>

### **APS. Les autoroutes de l'eau vont diversifier les sources d'approvisionnement du pays (ingénieur)**

Le recours aux autoroutes de l'eau permettra de diversifier les sources d'approvisionnement en eau du pays et de soutenir la "résilience" de son réseau d'ouvrages hydrauliques, a assuré l'ingénieur hydraulicien Abdoulaye Sène. "Avec les autoroutes de l'eau, nous n'aurons plus seulement le lac de Guiers comme source d'eau, par exemple. Il y aura le barrage de Sambangalou et d'autres sources. Donc, nous allons utiliser le fleuve Gambie comme source d'eau [...] Cela revient à faire de la résilience en réduisant les vulnérabilités [...] Cela veut dire qu'on ne va plus dépendre d'une seule ressource [...] Les autoroutes de l'eau, c'est le développement d'une stratégie de résilience", a expliqué M. Sène dans une interview accordée à l'APS.

<https://aps.sn/les-autoroutes-de-leau-vont-diversifier-les-sources-dapprovisionnement-en-eau-du-pays-ingenieur/>



## ACTUALITÉS INTERNATIONALES

### **JEUNE AFRIQUE. Notation : Maroc, Sénégal, Togo... Les bons et les mauvais élèves de 2025 selon S&P**

Dans son rapport annuel Africa Credit Rating Trends, publié le 19 février, l'agence de notation américaine dresse un panorama contrasté des notations africaines. Sept relèvements, deux pays sanctionnés. Tour d'horizon. Souvent critiquées pour leurs méthodes, mais toujours scrutées par les marchés, les agences de notation continuent de dicter le tempo financier du continent. En 2025, S&P Global Ratings (S&P) a procédé à sept rehaussements de notes souveraines en Afrique, principalement en raison de meilleures perspectives de croissance, d'améliorations budgétaires et d'un regain de réformes...

<https://www.jeuneafrique.com/1767769/economie-entreprises/notation-maroc-senegal-togo-les-bons-et-les-mauvais-eleves-de-2025-selon-sp/>

### **RFI. Sénégal: la répression de l'homosexualité s'intensifie, une vingtaine de personnes arrêtées depuis une semaine**

Au Sénégal, la traque des personnes homosexuelles s'intensifie. Depuis deux semaines, les arrestations se multiplient à travers le pays, parfois mises en scène sur les réseaux sociaux. Dernier cas en date : celui du tiktokeur Saliou Mbaye, connu sous le pseudonyme de Zale, interpellé vendredi 20 février à la frontière sénégal-



gambienne alors qu'il tentait de quitter le territoire, selon les autorités. Dans le même temps, le gouvernement a adopté en Conseil des ministres un projet de loi pour durcir encore la répression. Au total, 22 hommes ont été arrêtés en l'espace de quinze jours au Sénégal. Parmi eux figurent des personnalités des médias et de la culture, mais aussi des anonymes. Les forces de l'ordre disent vouloir démanteler des « réseaux ». Dans le même temps, l'association islamique Jamraa menace de jeter en pâture une liste de 650 noms de personnes présumées homosexuelles, sur de simples suspicions. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20260223-au-s%C3%A9n%C3%A9gal-une-vingtaine-de-personnes-arr%C3%AAt%C3%A9es-apr%C3%A8s-l-intensification-de-la-r%C3%A9pression-contre-l-homosexualit%C3%A9>

### **RFI. CAN 2025 : pourquoi les peines sont si sévères contre les supporters sénégalais ?**

Ils étaient poursuivis pour des faits qualifiés de "hooliganisme". Les 18 supporters sénégalais jugés au Maroc pour les violences lors de la finale de la CAN ont écopé de trois mois à un an de prison ferme. "C'est de la provocation" a réagi sur RFI Bakary Cissé, le porte-parole de la Fédération sénégalaise de football. Que vous inspire ce verdict ? Cette sentence est-elle prévisible ?

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/appels-sur-l-actualit%C3%A9/20260223-vos-r%C3%A9actions-can-2025-pourquoi-les-peines-sont-si-s%C3%A9v%C3%A8res-contre-les-supporters-s%C3%A9n%C3%A9galais>

### **LE 360. Ramadan et pouvoir d'achat : les chiffres derrière les habitudes**

Quelques jours après le début du Ramadan 2026, la dernière photographie officielle des prix – arrêtée à fin janvier – fait apparaître une hausse mensuelle de 0,3%, tirée par les produits alimentaires (+0,8%), tandis que l'inflation recule de 0,8% sur un an. Les données publiées par le HCP confirment une désinflation globale, mais révèlent des tensions ciblées sur les produits les plus consommés durant le mois sacré. oins d'une semaine après le début du mois de jeûne, la question centrale n'est plus celle de la disponibilité des produits, mais bien celle de leur accessibilité réelle pour les ménages. Le Ramadan 2026 intervient dans un contexte plus favorable que celui des années 2022-2023, marquées par des taux d'inflation supérieurs à 6%. En 2025, la moyenne annuelle est restée inférieure à 1%, traduisant une stabilisation des prix à l'échelle nationale.

[https://fr.le360.ma/economie/ramadan-et-pouvoir-dachat-les-chiffres-derriere-les-habitudes\\_GJXPOP44ZDRVFCDK2U4ZTCGAQ/](https://fr.le360.ma/economie/ramadan-et-pouvoir-dachat-les-chiffres-derriere-les-habitudes_GJXPOP44ZDRVFCDK2U4ZTCGAQ/)

### **RFI. États-Unis: Donald Trump annonce faire passer ses nouveaux droits de douane mondiaux de 10% à 15%**

Donald Trump a annoncé samedi 21 février faire passer sa nouvelle taxe douanière mondiale de 10 % à 15 % « avec effet immédiat », après le revers majeur infligé la veille par la Cour suprême à sa politique commerciale agressive, jugée en grande partie illégale. Donald Trump a signé vendredi 20 février un décret, entrant en vigueur le 24 février pour une durée de 150 jours, imposant un droit de douane « mondial » de 10 %, qu'il a annoncé faire passer à 15 % lors d'une nouvelle intervention ce samedi 21 février. « En tant que président des États-Unis d'Amérique, je vais augmenter avec effet immédiat les droits de douane mondiaux de 10 % (...) au niveau pleinement autorisé (...) de 15 % », a-t-il écrit sur son réseau Truth Social. « Dans les prochains mois,



l'administration Trump déterminera et publiera les nouveaux droits de douane, conformes à la loi, qui s'inscriront dans la continuité de notre processus couronné de succès pour rendre sa grandeur à l'Amérique, une grandeur sans précédent. »

<https://www.rfi.fr/fr/%C3%A9conomie/20260221-%C3%A9tats-unis-donald-trump-annonce-faire-passer-ses-nouveaux-droits-de-douane-mondiaux-de-10-%C3%A0-15>

### **RFI. Droits de douane américains: l'Europe dans l'incertitude, les entreprises américaines en première ligne**

La Commission européenne a déclaré dimanche 22 février attendre des États-Unis qu'ils respectent leur accord commercial avec l'Union européenne, alors que Donald Trump a annoncé vouloir augmenter les droits de douane après le revers infligé par la Cour suprême des États-Unis à sa politique commerciale agressive. Le président américain a décidé d'appliquer 15 % de droits de douane mondiaux. De quoi faire réagir Bruxelles et les acteurs économiques américains. Un eurodéputé allemand résume la situation ainsi : « Personne n'y comprend plus rien, il n'y a plus que des questions ouvertes et une incertitude croissante pour l'Union européenne ». Pour cause, l'UE a accepté un accord avec l'administration américaine l'été dernier. Un accord qui devait être discuté et peut-être adopté par le Parlement européen ce mardi 24 février, mais le président américain a annoncé des droits de douane mondiaux de 15 % samedi dernier.

<https://www.rfi.fr/fr/%C3%A9conomie/20260223-droits-de-douane-am%C3%A9ricains-l-europe-dans-l-incertitude-les-entreprises-am%C3%A9ricaines-en-premi%C3%A8re-ligne>

### **LE MONDE. Droits de douane américains : les entreprises françaises de nouveau plongées dans l'incertitude**

La mise en œuvre d'une taxe de 15 % sur les marchandises entrant aux États-Unis, annoncée samedi par Donald Trump, après le désaveu de la Cour suprême, ouvre une nouvelle période d'instabilité qui inquiète les sociétés tricolores. Au premier abord, la décision de la Cour suprême qui a invalidé, vendredi 20 février, les droits de douane dits « réciproques » mis en place par Donald Trump, semblait une bonne nouvelle. Mais les entreprises européennes n'ont guère eu le temps de se réjouir, tant le week-end a apporté son lot de rebondissements pour s'achever dans la plus grande confusion. « On entre dans une nouvelle phase d'incertitude, c'est forcément inquiétant », s'alarme Alexandre Saubot, PDG de la société Haulotte et président de France Industrie, le lobby des industriels tricolores.

[https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/02/23/droits-de-douane-americains-les-entreprises-francaises-a-nouveau-plongees-dans-l-incertitude\\_6667881\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/02/23/droits-de-douane-americains-les-entreprises-francaises-a-nouveau-plongees-dans-l-incertitude_6667881_3234.html)

### **LE MONDE. Argentine : Javier Milei dérégule le marché du travail**

La loi de « modernisation du travail », qui doit être définitivement adoptée le 27 février par le Sénat, prétend stimuler l'emploi. Ses détracteurs dénoncent une précarisation croissante et une attaque contre la liberté syndicale et le droit de grève. C'est une nouvelle victoire pour le président ultralibéral argentin, Javier Milei, qui pourra s'en vanter lors de son discours à la nation, le 1er mars. Dans la nuit du jeudi 19 au vendredi 20 février, pendant que plusieurs milliers de manifestants protestaient devant le Congrès et qu'une grève générale de vingt-quatre heures avait été décrétée, les



députés argentins ont adopté la loi de « modernisation du travail » voulue par le chef de l'Etat. Mesure emblématique donnant le coup d'envoi de la seconde partie du mandat du président d'extrême droite, le texte rebat complètement les cartes des relations employeurs-employés et porte un coup dur à l'activité syndicale et au droit de grève. Il vise à stimuler l'embauche et à combattre le travail informel, qui touche 43,3 % de la population active en Argentine, d'après l'Institut national des statistiques. [https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/02/22/argentine-javier-milei-deregle-le-marche-du-travail\\_6667830\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/02/22/argentine-javier-milei-deregle-le-marche-du-travail_6667830_3234.html)

### **LE FIGARO. La Chine presse les États-Unis «d'annuler» les droits de douane «unilatéraux» après la décision de la Cour suprême**

La Chine, deuxième économie mondiale et partenaire commercial primordial des États-Unis, a été particulièrement visée par la politique agressive de droits de douanes menée par Donald Trump après son retour à la Maison Blanche en janvier 2025. Pékin exhorte son plus grand partenaire commercial de lever les droits de douane «unilatéraux». La Chine a dit lundi évaluer les conséquences de la décision de la Cour suprême américaine d'invalider une grande partie des droits de douane instaurés par Donald Trump, mais a pressé Washington de lever les mesures commerciales «unilatérales». «Nous avons pris note de la décision de la Cour suprême des États-Unis sur les droits de douane et nous procédons actuellement à une évaluation complète de son contenu et de son impact», a dit le ministère du Commerce dans un communiqué.

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/la-chine-presse-les-etats-unis-d-annuler-les-droits-de-douane-unilateraux-apres-la-decision-de-la-cour-supreme-20260223>

### **LA TRIBUNE. Les investissements mondiaux dans l'industrie repartent à la hausse, la Chine plus que jamais conquérante**

L'année 2025 marque une forte relance des investissements industriels dans le monde, selon une nouvelle étude menée conjointement par McKinsey et Trendeo. Surtout, ses statistiques dessinent une nouvelle géographie de ces investissements avec une Chine qui investit plus que jamais à l'étranger. Entre enjeux de souveraineté et tensions géopolitiques, les investissements mondiaux dans l'industrie sont repartis à la hausse en 2025. À en croire une nouvelle étude menée conjointement par les cabinets McKinsey et Trendeo, ils ont atteint 1801 milliards de dollars, soit une croissance de +32 % par rapport à 2024. Une tendance qui se retrouve en nombre de projets (+14 %), en sachant que le duo n'a retenu que les dossiers qui ont nécessité au moins 30 millions d'euros d'investissement et 50 emplois créés. « Cette croissance est avant tout tirée par les data centers et l'industrie pharmaceutique, tandis que les investissements dans les énergies renouvelables sont au plus bas depuis 10 ans », observe Matthieu Dussud, directeur associé chez McKinsey.

<https://www.latribune.fr/article/entreprises-finance/industrie/2538836920931014/les-investissements-mondiaux-dans-lindustrie-repartent-a-la-hausse-la-chine-plus-que-jamais-conquerante>

### **BFMTV. "La situation relative des Européens s'est dégradée": avec les nouvelles taxes de Trump à 15%, la Chine est la grande gagnante, l'UE et le Royaume-Uni les grands perdants**



Donald Trump a été contraint de revoir sa copie après la décision de la Cour suprême. Avec sa nouvelle mouture, les tarifs douaniers moyens vont nettement baisser sur les produits chinois alors qu'ils devraient peu évoluer pour les marchandises européennes. L'UE demande une clarification.

L'Union européenne attend des États-Unis une "clarification" après le revers infligé à Donald Trump par la Cour suprême. Vendredi, la plus haute juridiction américaine a annulé une large partie des droits de douane que la Maison Blanche avait imposés à ses partenaires commerciaux, jugeant que le pouvoir exécutif avait outrepassé ses droits. Ces taxes arrêteront d'être prélevées mardi matin.

[https://www.bfmtv.com/economie/economie-social/union-europeenne/la-situation-relative-des-europeens-s-est-degradee-avec-les-nouvelles-de-taxes-de-donald-trump-a-15-l-ue-perd-et-la-chine-gagne\\_AV-202602230293.html](https://www.bfmtv.com/economie/economie-social/union-europeenne/la-situation-relative-des-europeens-s-est-degradee-avec-les-nouvelles-de-taxes-de-donald-trump-a-15-l-ue-perd-et-la-chine-gagne_AV-202602230293.html)

### **BFMBUSINESS. Le logement représente 25% du budget des ménages chinois, contre 5% en 1990, les achats immobiliers plafonnent et derrière c'est tout un secteur qui ne sort pas de la crise**

Le marché immobilier chinois s'est complètement redimensionné ces dernières années, avec un resserrement des promoteurs, soumis à des turbulences. L'impact est conséquent sur la deuxième économie mondiale, alors que l'immobilier représentait 78% de la valeur du patrimoine des ménages en 2017.

La crise immobilière chinoise est désormais structurelle : après un véritable boom de la construction ces quarante dernières années, le marché de l'immobilier neuf s'est complètement redimensionné, entraînant la chute de nombreux promoteurs (dont le géant China Evergrande Group, autrefois n°1 du secteur, mis en liquidation en janvier 2024 par un tribunal de Hong Kong, puis retiré de la Bourse en août 2025).

[https://www.bfmtv.com/immobilier/le-logement-represente-25-du-budget-des-menages-chinois-contre-5-en-1990-les-achats-immobiliers-plafonnent-et-derriere-c-est-tout-un-secteur-qui-ne-sort-pas-de-la-crise\\_AV-202602230045.html](https://www.bfmtv.com/immobilier/le-logement-represente-25-du-budget-des-menages-chinois-contre-5-en-1990-les-achats-immobiliers-plafonnent-et-derriere-c-est-tout-un-secteur-qui-ne-sort-pas-de-la-crise_AV-202602230045.html)

### **VIETNAM. Centre financier international de Hô Chi Minh-Ville : une institution financière qui façonne les tendances de développement du marché financier vietnamien à l'ère nouvelle.**

(PLVN) - Le Vietnam a lancé des centres financiers internationaux à Hô Chi Minh-Ville et à Da Nang, espérant qu'ils deviendront de nouveaux moteurs de développement et créeront des liens plus étroits avec le marché financier mondial dans un contexte de concurrence internationale de plus en plus féroce. Les marchés financiers jouent un rôle particulièrement important dans le développement économique grâce à leur capacité à attirer et à faire circuler les ressources financières et à valoriser les actifs. Dans le contexte de la mondialisation des échanges, les marchés financiers internationaux s'internationalisent rapidement, les flux constants d'échanges commerciaux et d'investissements transfrontaliers s'accompagnant systématiquement de services financiers internationaux. Pour le Vietnam, un centre financier international constituera un moteur essentiel du développement national dans cette nouvelle ère, aux côtés d'autres facteurs tels que le rôle accru du secteur privé, la transformation numérique, la promotion des sciences et des technologies et l'innovation.

<https://www.vietnam.vn/fr/trung-tam-tai-chinh-quoc-te-tai-tp-ho-chi-minh-thiet-che-tai-chinh-dinh-hinh-xu-huong-phat-trien-thi-truong-tai-chinh-viet-nam-trong-ky-nguyen-moi>



